

Fonds de concours.

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 février 1942: page 799, 2^e colonne, chapitre 96, au lieu de: « 500.000 fr. », lire: « 200.000 fr. »; chapitre 163, au lieu de: « 20.000 fr. », lire: « 320.000 fr. ».

Suspension des droits de douane sur certains produits.

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 juin 1942: page 2217, 1^{re} colonne, Suspension de droits, arrêté du 4 juin 1942, numéros du tarif, au lieu de: « 381 bis (1 à 11) (1) », lire: « 381 bis B (1 à 11) (1) ».

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT

Taux de contribution relative à la profession piscicole.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi du 11 janvier 1911 relative à l'organisation de la profession piscicole;

Vu le règlement d'application n° 1 établi conformément à l'article 4 (§ 8) de ladite loi et homologué par décret du 1^{er} juin 1911;

Sur la proposition du comité central des groupements interprofessionnels piscicoles,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Le montant de la contribution instituée par l'article 5 de la loi du 11 janvier 1911 et fixée par arrêté du 10 août 1911 est modifié ainsi qu'il suit:

« Pour les titulaires de cartes appartenant à la catégorie A, la contribution est de 10 fr. par an et par hectare cadastral d'étang en eau.

« Pour les titulaires de cartes appartenant aux catégories B1 et B2, la contribution est de 6 p. 1.000 du chiffre d'affaires pendant l'année précédente (montant des ventes).

« Pour les titulaires de cartes appartenant aux catégories C et D, la contribution est de 6 p. 1.000 du chiffre d'affaires pendant le semestre précédent (montant des achats) ».

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Fait à Vichy, le 9 juin 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,
JACQUES LE ROY LADURIE.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Subventions relatives au reboisement.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi du 21 janvier 1912 relative au reboisement et notamment les articles 4 et 6,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Dans les secteurs créés en application de l'article 2 de la loi du 21 janvier 1912, le taux des subventions prévues à l'article 4 est fixé comme suit:

a) Communes, départements et établissements publics, 66 p. 100;
b) Particuliers, sociétés et associations, 50 p. 100.

Art. 2. — En dehors de ces secteurs, le taux maximum des subventions suscep-

bles d'être allouées pour les travaux prévus à l'article 6 de la loi précitée, est fixé comme suit:

a) Communes, départements et établissements publics, 66 p. 100;
b) Particuliers, sociétés et associations, 50 p. 100.

Art. 3. — Sont seuls susceptibles d'être subventionnés des travaux intéressant les espaces forestiers d'une superficie supérieure à 5 hectares. En dehors des travaux de reboisement proprement dits, les travaux reconnus utiles au point de vue de la protection et de l'équipement des futurs peuplements et qui sont imposés ou acceptés par le secrétaire d'Etat à l'agriculture peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la subvention.

Art. 4. — Pourront également être subventionnés:

1^o Les repeuplements entrepris à la suite d'une coupe à blanc éclo lorsque cette coupe a été rendue nécessaire par un cataclysme naturel (incendie, ouragan, invasion d'insectes);

2^o Les travaux tendant à l'enrichissement de massifs par l'introduction d'une essence nouvelle dans des forêts pauvres;

3^o Les plantations d'alignement comportant la mise en place d'un minimum de 100 plants de haute tige.

Dans ces trois cas, les taux ci-dessus sont réduits du quart.

Art. 5. — En ce qui concerne les travaux de reboisement proprement dits, les subventions seront payables moitié après achèvement des travaux au vu d'un procès-verbal de réception provisoire constatant leur bonne exécution, moitié à l'expiration d'un délai maximum de deux ans au vu d'un procès-verbal de réception définitive constatant une reprise de 70 p. 100, sauf cas de force majeure dûment constaté.

En ce qui concerne les travaux effectués en vue de la protection et de l'équipement des reboisements, les subventions seront payables en totalité après exécution des travaux au vu d'un procès-verbal de réception constatant leur bonne exécution.

Art. 6. — Aucune subvention ne sera allouée aux entreprises industrielles qui reboisent des terrains dans le but d'approvisionner leurs usines en matières premières.

Art. 7. — Le directeur général des eaux et forêts au secrétariat d'Etat à l'agriculture et le directeur de l'économie générale au secrétariat d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 juin 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,
JACQUES LE ROY LADURIE.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Fonds de concours.

Par arrêté interministériel du 23 juin 1942, un crédit de 494.000 fr. a été ouvert, à titre de fonds de concours, au budget du secrétariat d'Etat au ravitaillement de l'exercice 1942, aux chapitres ci-après désignés:

Chap. 9. — Bureau central des recherches et laboratoires. — Traitements et salaires.....	411.000
Chap. 7. — Bureau central des recherches et laboratoires. — Allocations et indemnités diverses.....	9.000
Chap. 10. — Indemnités de résidence.....	22.000
Chap. 17. — Frais de fonctionnement du bureau central des recherches et laboratoires.....	36.000
Chap. 49. — Frais de déplacements et de missions.....	16.000
	494.000

Délégation de signature.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Vu la loi du 29 mai 1932 portant organisation du ministère de l'agriculture et du ravitaillement,

Arrête:

Article unique. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilmaux, directeur de l'administration générale et du personnel:

M. Iluguet, chef de service chargé des affaires générales, du personnel et du matériel de l'administration centrale; M. Brun, sous-directeur chargé du budget et de la comptabilité générale et M. Mejean, sous-directeur chargé du personnel et du matériel des services extérieurs ont, dans la limite de leurs attributions, délégation à l'effet de signer, au nom du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, tous actes, décisions ou ordonnances de paiement, de virement et de délégation, tous avis d'ordonnance ainsi que tous ordres de recette, à l'exclusion des décrets et arrêtés.

M. Bataille, chef de bureau de l'ordonnancement, a, dans la limite de ses attributions, délégation à l'effet de signer, au nom du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, toutes ordonnances de paiement, de virement et de délégation et tous avis d'ordonnance ainsi que tous ordres de recette.

Fait à Paris, le 3 juillet 1942.

JACQUES LE ROY LADURIE.

Forêts.

Par arrêté en date du 11 juin 1942, M. Oubre (Georges-Louis-Jean), brigadier des eaux et forêts à la maison forestière de Pavillon-Macpys, commune de Versailles (Seine-et-Oise), a été détaché auprès du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et affecté au service des parcs de Saint-Cloud et de Versailles.

Par arrêté en date du 11 juin 1942, M. Blanc-Paques (René-Arthur), garde domanial des eaux et forêts à la maison forestière de Plouetière, commune de Saint-Laurent-du-Pont (Isère), non installé, est mis, en la même qualité, à la disposition du conservateur des eaux et forêts à Grenoble (Isère).

Par arrêté en date du 11 juin 1942:

M. Fabre (Georges-Jean-François), garde domanial des eaux et forêts à la maison forestière de Penhièvre, commune de la Caule-Sainte-Beuve (Seine-Inférieure), a été nommé à la maison forestière des Cotrets, commune de Houpperville (Seine-Inférieure), par permutation avec M. Peron.

M. Peron (Charles), garde domanial des eaux et forêts à la maison forestière des Cotrets, commune de Houpperville (Seine-Inférieure), non installé, a été nommé à la maison forestière de Penhièvre, commune de la Caule-Sainte-Beuve (Seine-Inférieure), par permutation avec M. Fabre.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 2017 du 6 juillet 1942 fixant le statut des agents sur contrat du service information-propagande du commissariat général à l'éducation générale et aux sports.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi de finances du 31 décembre 1941;

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et du ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Décrets :

Art. 1er. — Dans la limite des crédits ouverts à cet effet au budget du commissariat général à l'éducation générale et aux sports, le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale est autorisé à recruter des agents sur contrat pour les besoins du service information-propagande du commissariat général.

Art. 2. — Les effectifs et les rémunérations de ces agents sont fixés dans les limites ci-après :

A. — Deux agents bénéficiant d'une rémunération mensuelle fixée en moyenne à 4.500 francs, sans pouvoir excéder 5.000 fr.

B. — Huit agents bénéficiant d'une rémunération mensuelle fixée en moyenne à 3.000 francs, sans pouvoir excéder 4.000 fr.

C. — Douze agents bénéficiant d'une rémunération mensuelle fixée en moyenne à 1.800 francs, sans pouvoir excéder 2.500 fr.

Les rémunérations fixées par le présent article sont exclusives de toute indemnité ou avantage accessoire à l'exception de l'indemnité de résidence familiale instituée par la loi du 31 octobre 1911, et des allocations prévues par le code de la famille.

Art. 3. — Les contrats conclus en application du présent décret ont une durée de trois mois. Ils sont renouvelés par tacite reconduction. Ils peuvent être résiliés par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois formulé par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 4. — Les agents du service information-propagande pourront, après un an de présence, bénéficier de congés de maladie dans la limite d'un mois à salaire entier et d'un mois à demi-salaire.

Toutefois, si les intéressés sont assujettis aux assurances sociales, il ne leur sera versé que la différence entre le salaire ou le demi-salaire et les prestations en argent qu'ils auront reçues de leur caisse d'assurances sociales.

Art. 5. — Les agents auront droit à un congé annuel calculé sur les bases suivantes :
Un jour ouvrable par mois de service effectif.

Vingt et un jours ouvrables si la durée des services excède douze mois.

Art. 6. — Pour le remboursement des frais de mission et de transport, les agents visés au présent décret sont classés dans le groupe II, si leur rémunération mensuelle est supérieure à 3.000 fr. par mois, dans le groupe III si elle est comprise entre 1.600 francs et 3.000 fr. dans le groupe IV, si elle est inférieure à 1.600 fr.

Art. 7. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Vichy, le 6 juillet 1942.

M. DÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,
ADEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
PIERRE CATHALA.

Décret instituant le brevet de moniteur d'éducation physique et sportive et fixant les conditions d'attribution de ce diplôme.

Rectificatif au Journal officiel du 4 juillet 1942 : page 2229, 3^e colonne, au lieu de :
« Art. 9. — Les élèves du collège national de moniteurs et d'athlètes admis en application du décret sont dispensés de plein droit

des éliminations prévues à l'article 8 », lire :
« Art. 9. — Les élèves du collège national de moniteurs et d'athlètes admis en application du décret n° 1908 du 1^{er} juillet 1942 sont dispensés de plein droit des éliminatoires prévues à l'article 8 ».

(Le reste sans changement.)

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA GUERRE

MÉDAILLE MILITAIRE

Le général de corps d'armée, secrétaire d'Etat à la guerre,
Vu le décret du 5 septembre 1939

Arrête :

Article unique. — Sont inscrits au tableau spécial de la médaille militaire les militaires dont les noms suivent :

(Pour prendre rang du 13 mai 1940.)

ETER (Georges), caporal-chef au 1^{er} rég. de zouaves : gradé très brave au feu. A été très grièvement blessé, le 12 mai 1940, au bois de Kasheig, alors qu'il défendait héroïquement sa position.

(Pour prendre rang du 15 mai 1940.)

HAAS (Louis), caporal-chef au 1^{er} rég. de zouaves : excellent gradé de la section motocycliste du régiment. A été très grièvement blessé, le 12 mai 1940, aux environs de Cademborn, au cours de l'accomplissement d'une mission de liaison exécutée sous le bombardement ennemi.

(Pour prendre rang du 22 juin 1940.)

ARMAND (Louis), sapeur au 6^e rég. du génie : sapeur brave et dévoué. A été très grièvement blessé dans l'accomplissement de sa mission et a dû subir l'amputation de la jambe droite et du bras gauche.

(Pour prendre rang du 15 décembre 1941.)

BERGER (Gabriel), soldat au 221^e rég. d'infanterie : soldat très courageux, ayant fait preuve de la plus belle bravoure au cours des opérations de son unité en Hollande. A été grièvement blessé par éclat de grenade à son poste de combat, près de Flessingue, le 17 mai 1940.

(Pour prendre rang du 24 décembre 1941.)

MOHAMED TAHAR, mile 1538, sergent au 21^e rég. de tirailleurs tunisiens : sous-officier d'une rare bravoure. Commandant un poste avancé dans les faubourgs de Lille et grièvement atteint par une rafale de mitrailleuse, le 30 mai 1940, a continué le combat jusqu'au lendemain matin. A été capturé par l'ennemi à bout de forces et sans munitions.

(Pour prendre rang du 21 mars 1942.)

MAURY (Jean), caporal au 132^e rég. d'infanterie : gradé très courageux. Le 12 juin 1940, au cours d'un coup de main de nuit sur la Chière, bien que déjà atteint de deux blessures graves, a continué la lutte jusqu'à ce qu'il soit complètement encerclé, causant des pertes sérieuses à l'ennemi. Sommé de se rendre, a répondu par le feu. A été à nouveau grièvement blessé.

LARRUGAUDIERE (Pierre), chasseur au 23^e bataillon de chars de combat : chasseur brave et dévoué. A été grièvement blessé, le 6 juin 1940, au cours d'une mission sur la Somme. Amputé du bras droit.

FORTUNADE (Paul), sergent-chef au 44^e rég. d'infanterie coloniale mixte sénégalais : sous-officier courageux et dévoué. Blessé une première fois, a tenu à rejoindre son poste de combat après pansement. A continué la lutte jusqu'à ce qu'il soit à nouveau grièvement atteint, donnant à tous un bel exemple de conscience. A perdu la vision de l'œil gauche.

DIEHE (François), tirailleur au 21^e rég. de tirailleurs sénégalais : tirailleur ayant toujours fait preuve de dévouement. Grièvement blessé

à la face au cours d'un combat en Belgique, a tenu à faire la retraite à pied avec son unité, en dépit des souffrances causées par sa blessure. A perdu l'œil droit.

CHANTEGREIL (Louis), canonnier au 112^e rég. d'artillerie : canonnier brave et dévoué. A été grièvement blessé par balle d'avion volant bas, le 12 mai 1940, à Oberhoffen, alors qu'il assurait sous le feu ennemi le ravitaillement des pièces de sa batterie.

CAFFY (Joseph), soldat au 21^e rég. d'infanterie : soldat courageux et dévoué. Le 4 juin 1940, chargé de réparer une ligne téléphonique sur la ligne de feu, à Perrières, a été grièvement blessé dans l'accomplissement de sa mission.

BORNE (René), soldat au 77^e rég. d'infanterie : soldat brave et dévoué. A été grièvement blessé, le 16 mai 1940, au cours de la défense de Vervins. Amputé du bras droit.

SANTARELLI (Jean), sergent-chef au 113^e rég. d'infanterie : excellent sous-officier. A été grièvement blessé à son poste de combat, le 9 juin 1940. A perdu l'œil droit.

PIQUET (Roger), caporal-chef au 150^e rég. d'infanterie : gradé énergique et brave. Blessé, le 16 mai 1940, en Belgique, n'en a pas rendu compte afin de rester à son poste, faisant ainsi preuve d'un courage digne d'éloges. A reçu trois nouvelles blessures, le 17 mai, alors qu'il participait à la défense du canal de Charleroi.

HEUCLIN (Gilbert), soldat au 87^e rég. d'infanterie : soldat brave et dévoué. A été grièvement blessé, le 20 mai 1940, à son poste de combat à Bavay. Amputé de la jambe gauche.

DESCHEPPER (Charles), soldat au 100^e rég. d'infanterie : soldat brave et dévoué. A été grièvement blessé par éclat d'obus, le 18 juin 1940, à son poste de combat à Toul. Amputé de la jambe gauche.

MOWAT (David), brigadier au 7^e groupe de reconnaissance divisionnaire : gradé courageux et dévoué. A été grièvement blessé par balle, le 3 juin 1940, à son poste de combat à Coudekerque-Branche.

PASSOT (Philibert), zouave au 14^e rég. de zouaves : zouave dévoué et courageux. A été grièvement blessé, le 28 mai 1940, à Séclin, en relevant, sous un violent bombardement et au plus grand mépris du danger, un camarade mis hors de combat. Amputé du bras gauche.

GASTON (Félix), canonnier au 16^e rég. d'artillerie : conducteur brave et dévoué. Après avoir participé aux opérations de son unité en Belgique, a été grièvement blessé, le 27 mai 1940, à Houplin, au cours d'un bombardement de l'aviation ennemie.

BLANDIN (Charles), maréchal des logis au 71^e rég. d'artillerie : sous-officier courageux et plein d'allant. A été grièvement blessé, le 11 mai 1940, à Weelde, alors qu'il tentait de porter secours à deux hommes de sa section, sous un violent bombardement de l'aviation ennemie. Atteint d'impotence fonctionnelle du bras gauche.

BARTHELEMY (Pierre), canonnier au 13^e bataillon d'ouvriers d'artillerie : canonnier brave et dévoué. A été grièvement blessé, le 9 janvier 1940, à Nerbach par l'explosion d'une mine au cours d'une mission aux avant-postes pour laquelle il était volontaire. A perdu l'œil gauche.

FRANCES (Isa), soldat au 22^e rég. de marche des volontaires étrangers : soldat brave et dévoué. A été grièvement blessé, le 5 juin 1940, à son poste de combat à Marligny. Amputé de la cuisse droite.

HUMBERT (René), maréchal des logis chef au 10^e rég. de cuirassiers : excellent chef de peloton. Le 20 mai 1940, a été grièvement blessé alors qu'il accomplissait avec le plus grand courage une délicate mission de reconnaissance. A perdu l'œil droit.

LEGRAND (Eéon), soldat au 294^e rég. d'infanterie : soldat brave et dévoué. A été grièvement blessé, le 18 juin 1940, à son poste de combat au cours de la défense des passages de l'Allier, à la Madeleine. Amputé du bras droit.